

IDÉES • LE MONDE DES LECTEURS

## « Le Monde des lecteurs » - Agriculture : Agribashing

### BILLET DE BLOG

« L'« agribashing » n'est pas la solution. Il vaudrait mieux soutenir ceux qui, de l'intérieur du système, s'orientent vers des options alternatives. La liste en est riche et trop longue pour être détaillée ici mais on voudrait, au minimum, les évoquer. L'évolution des structures agricoles en France, comme dans la plupart des pays développés, a été largement marquée ces dernières décennies, par l'agrandissement des surfaces des exploitations et par l'augmentation de leur capital, ainsi que par la diminution corrélative des emplois. » remarque Bernard Roux

Publié hier à 09h25 | Lecture 6 min.



« Un film obtient actuellement un grand succès dans les territoires marqués par la ruralité, bien plus qu'à Paris : *Au nom de la terre*, d'Edouard Bergeon, réalisateur fils d'agriculteur, contant l'histoire d'un agriculteur conduit au suicide par les déboires qu'il connaît sur son exploitation » William J Boch/GO Free / Photononstop

**Sur le blog « Le Monde des lecteurs », les lectrices et lecteurs du « Monde » peuvent commenter l'actualité. Vous pouvez contacter la rédaction par courriel : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr).**

Moins d'agribashing, plus d'attention donnée aux agriculteurs alternatifs

Un film obtient actuellement un grand succès dans les territoires marqués par la ruralité, bien plus qu'à Paris : *Au nom de la terre*, d'Edouard Bergeon, réalisateur fils d'agriculteur, contant l'histoire

d'un agriculteur conduit au suicide par les déboires qu'il connaît sur son exploitation. S'il bénéficie de tant d'intérêt c'est, sans doute, que ce film « illustre le drame du monde agricole de ces quarante dernières années », comme l'écrit *Télérama*, mais c'est aussi parce qu'il suscite la compassion devant un drame humain dont les spectateurs ruraux et des petites villes connaissent et comprennent le déroulement.



C'est qu'il y a beaucoup de suicides d'agriculteurs en France ! Ces drames surviennent alors que l'« agribashing » bat son plein. S'il ne faut pas voir là des liens de cause à effet, on ne peut cependant que relever une concomitance. Dans les derniers temps, bien des maux ont été attribués aux agriculteurs, dont ceux-ci s'efforcent de se disculper. Mais ils ne peuvent nier que la pratique de l'agriculture de la majorité d'entre eux, devenue « conventionnelle » dans le langage courant, pollue les nappes phréatiques, développe les algues vertes, élève les poulets dans des conditions bien souvent indignes, entretient des troupeaux qui contribuent à la dégradation climatique, etc.

Cette liste est passée par les médias à la connaissance générale et constitue la source d'une critique largement partagée, adressée à l'agriculture, bien souvent sans nuance. S'ajoutent certaines attitudes des consommateurs comme le véganisme qui sème le rejet de l'élevage. On oublie un peu trop que les pratiques les plus fréquentes des agriculteurs sont les produits d'un système agroalimentaire, technique, économique et politique, dont les agriculteurs ne sont qu'un des éléments, d'ailleurs en position de dominés. Changer radicalement ce système pourrait être envisagé mais ceci est une autre histoire...

En tout cas, l'« agribashing » n'est pas la solution. Il vaudrait mieux soutenir ceux qui, de l'intérieur du système, s'orientent vers des options alternatives. La liste en est riche et trop longue pour être détaillée ici mais on voudrait, au minimum, les évoquer. L'évolution des structures agricoles en France, comme dans la plupart des pays développés, a été largement marquée ces dernières décennies (en particulier depuis les lois dites de modernisation agricole de 1960 et 1962, puis par la PAC [politique agricole commune]), par l'agrandissement des surfaces des exploitations et par l'augmentation de leur capital, ainsi que par la diminution corrélative des emplois.

Guidée par la recherche du moindre coût de production à travers l'augmentation de la productivité, cette évolution est due à divers facteurs dont, entre autres, le contrôle génétique, l'emploi d'intrants industriels, la mécanisation et l'informatique, la spécialisation des exploitations et des territoires, ainsi qu'aux incitations diverses en provenance, tant de l'environnement économique amont et aval

que des politiques publiques. Devant cette situation, de nombreux agriculteurs ont décidé d'exercer leur métier « autrement ».

Leur existence démontre que leur comportement a sa place dans l'économie, qu'il s'avère utile pour la société et l'environnement, efficace en matière productive et rentable. « Etre agriculteur autrement » s'inscrit sous des formes très diverses : systèmes de production à la recherche de la durabilité ; nouvelles combinaisons des facteurs de production (fermes « sans sol et sans lumière » par exemple) ; innovations et diversifications des activités ; investissement dans la durabilité environnementale et sociale ; transformation de la matière première à la ferme ; commercialisation directe et locale ; localisation nouvelle des exploitations, urbaine et périurbaine notamment. etc.

On rencontre ce phénomène tant dans des petites structures innovantes que dans de grandes exploitations. Sans pouvoir entrer ici dans les détails, on peut rappeler comment s'incarne cette « agriculture autrement ». Il y a les agriculteurs qui ont adopté de nouveaux systèmes de production, comme ceux de l'agriculture biologique, contre les systèmes de production fondés sur l'agrochimie. Après un démarrage difficile, le développement de cette forme de production respectueuse de l'environnement présente maintenant un fort dynamisme en France, même si la satisfaction de la demande dans le pays nécessite des importations. Les agriculteurs « bio » sont méritants car l'adoption du « bio » nécessite du temps, du savoir et des sacrifices économiques.

Toujours concernant les systèmes de production et face à la difficulté de se procurer des terres, des jeunes agriculteurs organisent des très petites exploitations maraîchères sur la base du travail manuel, avec ou sans les principes de la permaculture pratiquée par la célèbre ferme du Bec Hellouin. D'autres se rassemblent en coopérative sur des terres d'élevage du Massif central. De grandes exploitations céréalières passent à l'agriculture de conservation des sols qui réduit le travail du sol et repose sur trois principes : la couverture végétale permanente du sol, le semis sans labour préalable, la diversité des rotations et des cultures. Il faut mentionner encore les agriculteurs qui s'inscrivent dans des circuits de semences paysannes ou de variétés viticoles à l'écart des réglementations.

Il n'y a pas que la façon de produire qui soit soumise à de nouveaux paradigmes, la transformation des produits et la commercialisation sont, elles aussi, l'objet de nouveaux comportements dont certains ont maintenant une assez longue histoire. C'est le cas des agriculteurs appartenant à des AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, modalité importée du Japon), qui se mettent en relation avec des consommateurs sur la base d'un prix équitable des produits livrés périodiquement.

Il s'agit d'une conception solidaire de l'agriculture qui est maintenant largement implantée en France et qui représente une alternative aux circuits agro-industriels de transformation qui aboutissent dans les supermarchés. D'autres formes de commercialisation en circuits courts existent, ne serait-ce que la très ancienne vente à la ferme de fromages ou, plus récemment, de viandes, ou encore les plus récents magasins de producteurs.

Le rapprochement entre agriculteurs et consommateurs passe aussi par la relocalisation des producteurs. La manière imposée aux agriculteurs dans le système dominant se traduit par la croissance économique qui ne suppose pas le rapprochement géographique des exploitations avec les lieux de consommation, plutôt le contraire comme dans le cas de l'agriculture de ferme qui réunit des milliers d'hectares ou d'animaux (« ferme des mille vaches »). Or, un mouvement vers la relocalisation de la production, alimenté par les revendications des « locavores » et des cantines scolaires ou d'entreprises se manifeste.

Une agriculture urbaine ou périurbaine se développe, y compris sur les toits des villes, le plus souvent biologique car ces comportements sont associés à la volonté de rompre avec le productivisme agrochimique et la non-durabilité. Devant cette situation, les médias, notamment la télévision, s'ingénient à dénoncer les méfaits de l'agriculture « conventionnelle » et son prolongement industriel, ce qui est utile. Solution de facilité pourtant, alors qu'il serait plus que souhaitable de soutenir avec détermination les multiples engagements alternatifs qui éclosent ici et là.

La presse, cependant, il faut s'en féliciter, apporte des informations au gré de reportages réalisés auprès d'agriculteurs alternatifs. Par ailleurs, des chercheurs s'intéressent au phénomène par diverses entrées mais celui-ci n'est pas abordé dans son ensemble. Une approche globale permettrait d'identifier les acteurs, les facteurs et les forces qui poussent à ces nouvelles formes d'agriculture ; de quantifier leur poids et leurs dynamiques ; de déterminer dans quelle mesure cette diversification de l'univers productif agricole est le signe d'une transformation en profondeur de l'agriculture ; de repenser les politiques publiques en fonction de ces transformations.

La statistique manque pour mesurer le poids relatif des « agriculteurs autrement ». Très prudemment, pourrait-on avancer qu'ils sont, au total, peut-être entre 15 et 20 % des agriculteurs ? Moins d'« agribashing » adressé aux agriculteurs dans leur ensemble, plus de connaissance et d'attention pour les agriculteurs qui s'engagent dans des solutions en dehors de l'agriculture « conventionnelle » : souhaitons ce basculement.

**Bernard Roux, Paris, membre de l'Académie d'agriculture de France**